

et les autres?



LE JOURNAL DE LA **FONDATION ABBÉ PIERRE** *Abbé Pierre* +

Jeunes : un toit, coûte que coûte



© Iphigénie Dantonic



© Seb / Cradefroy

page 8
■ Jeunes : un toit, coûte que coûte



© DR

page 13
■ Najat Vallaud-Belkacem

pages 4/7

AGIR AU QUOTIDIEN

pages 8/12

JEUNES : UN TOIT, COÛTE QUE COÛTE

page 13

NAJAT VALLAUD-BELKACEM : LES JEUNES SONT PARMIS LES PREMIÈRES VICTIMES DU MAL-LOGEMENT

page 14

LA PRÉCARITÉ S'INSTALLE

pages 16/17

LE MONDE DU LOGEMENT

pages 18/19

AGIR ENSEMBLE

page 20

AGNÈS B. RACONTE L'ABBÉ PIERRE



© Seb / Cradefroy

page 14
■ La précarité s'installe



© DR

page 20
■ Agnès b. raconte l'abbé Pierre

l'édito du président

Faire feu de tout bois

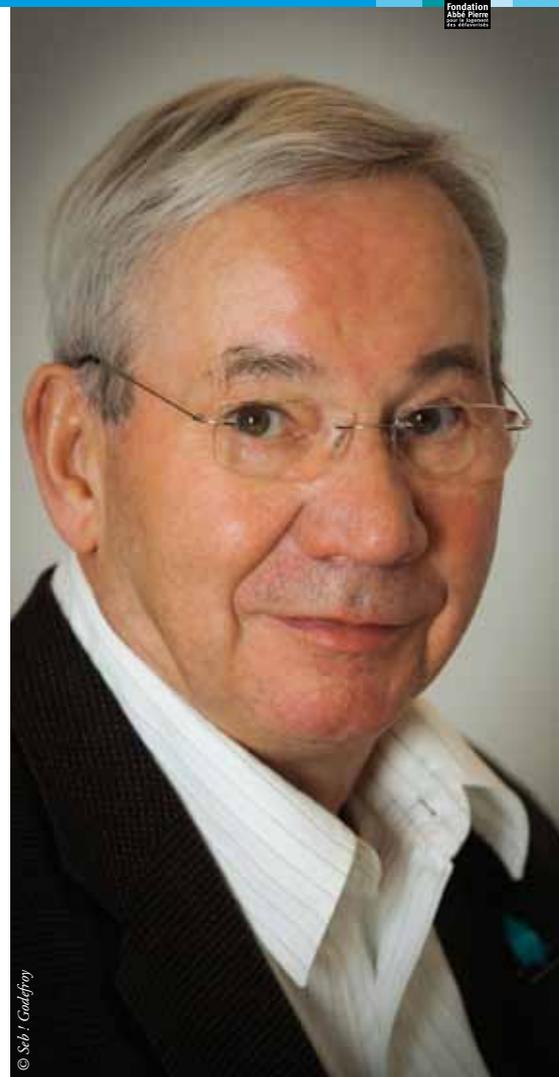
Les jeunes ont de plus en plus de mal à se loger, nous avons tous quelqu'un de proche ou une connaissance de moins de 30 ans qui galère aujourd'hui. Dans le contexte qui est le nôtre – crise économique et crise du logement – si rien ne change, si rien ne bouge, leur situation précaire et les difficultés qu'ils rencontrent risquent de perdurer.

Pire, de s'amplifier. Peut-on condamner notre jeunesse à un tel avenir? Il faut faire feu de tout bois pour éviter une telle catastrophe. Lutter contre le logement vacant, y compris dans le parc public. Lutter contre le logement indigne, pas uniquement dans le cas des marchands de sommeil. Lutter pour que les pouvoirs publics ne prennent pas de demi-mesures face à la crise.

Des moyens financiers, des leviers politiques existent aussi au-delà de nos frontières pour lutter contre le mal-logement. Oui, il faut faire feu de tous bois et unir nos forces.

Raymond Etienne

Président de la Fondation Abbé Pierre



© Seb / Condifroy



■ “Abbé Road”, un concert contre le mal-logement

Samedi 18 octobre, lendemain de la Journée mondiale du refus de la misère, la Fondation Abbé Pierre organise un grand concert contre le mal-logement à la Cigale, à Paris. Ce concert festif et militant rassemblera sur scène les artistes de l'opération “Abbé Road” et leurs invités. Au cours de la soirée, la Fondation dressera le bilan de cette opération et de sa tournée des bénévoles dans les festivals musicaux d'été qui s'est achevée début septembre à la Fête de l'Humanité. “Abbé Road” avait pour but de sensibiliser et mobiliser les jeunes, en exigeant notamment une Garantie universelle des loyers obligatoire pour tous les jeunes de moins de 30 ans. 60 ans après l'Appel de l'abbé Pierre qui proclamait « N'oublions pas les jeunes! », la Fondation poursuit son combat avec acharnement. Elle le fait en rassemblant une génération qui doit trouver les moyens de s'engager dans une vie autonome.

Les places pour ce concert sont en vente sur le site : www.digitick.com (en tapant dans la barre de recherche: concert abbé pierre) et Fnac.

“Et les autres ?” est édité par la Fondation Abbé Pierre pour le Logement des Défavorisés : 3-5, rue de Romainville - 75019

Paris - Tél. : 01 55 56 37 45 - www.fondation-abbé-pierre.fr ISSN : N° 1245-3420. Publication trimestrielle

Commission paritaire n° 0518 H89713. Abonnement annuel : 4 €, prix au numéro : 1 €. - Service Donateurs : 01 55 56 37 25

Président : Raymond Etienne. Directeur de la publication : Patrick Doutreligne. Directeur de la rédaction : Jean-Pierre Gilles.

Rédacteur en chef : Yves Colin. Secrétaire de rédaction : Mighelina Santonastaso.

Conseillère éditoriale et journaliste : Anne-Marie Cattelain Le Dû. Journaliste : Delphine Picard. Maquette : Thierry Laurent.

Impression : Orient express, 6 rue Bezout 75014 - Paris. Routage : France Routage 2, ave Gutenberg 77600 Bussy-St-Georges.

Ce numéro comporte un encart sur une partie de la diffusion.





Reprendre pied

Inaugurée en juin dernier à Lion d'Angers, la Pension de famille "Brin d'Espoir, Les Sources" (dont la Fondation est le principal financeur) accueille désormais 12 résidents, bénéficiaires des minima sociaux, logés par le bailleur "Maine-et-Loire Habitat". « Mon rôle d'hôtesse, explique Bernie, est d'accompagner ces personnes en rupture avec la société, tout en leur proposant de partager des moments de convivialité à travers des activités, des sorties, des rencontres. » Meublée grâce au partenariat avec le magasin IKEA de Nantes, la Pension de famille, offre un cadre de vie propice à la vie communautaire tout en préservant l'intimité de chacun.

Des parrains investis

Dans le Loir-et-Cher, avec l'appui de 35 parrains, l'association "Un toit c'est tout", prend en charge des familles menacées d'expulsion. Récemment, elle a hébergé une maman et ses trois enfants à la rue, déboutés du droit d'asile. Elle a aussi mobilisé de nombreuses personnes en leur faveur, notamment des lycéens, en cours avec les aînés.

30 Boutiques Solidarité : un solide réseau d'accueil

Les 30 Boutiques Solidarité de la Fondation réparties sur tout le territoire, représentent 10 % des accueils de jour en France. Un lien social fort pour les personnes qui, chaque jour en franchissent le seuil. Comme Nathalie, 48 ans, qui a atterri à Angoulême en 2010 : « C'est la Croix Rouge qui, m'ayant vue dormir dans ma voiture, m'a orientée vers l'Éclaircie, la Boutique Solidarité. Pour la première fois, j'ai l'impression de n'être pas traitée comme une vagabonde, d'être considérée, écoutée sans être jugée. Et, grâce à Mélanie, l'éducatrice, j'ai constitué un dossier pour obtenir un appartement. Après trois ans de galère, j'ai pu enfin quitter le siège arrière de ma voiture et vivre avec mes quatre chats, qui me suivent partout. La vie est étrange. À Bayonne, j'étais bénévole dans un accueil de jour, maintenant j'en bénéficie. Sans cela, j'aurais totalement sombré. »

Des lieux de convivialité

Florent, 39 ans, a vécu sous une tente pendant plus de 10 ans jusqu'à ce qu'en 2008, il décide de se fixer à Angoulême, grâce à "l'Éclaircie" dont un copain lui avait parlé. « Ici, c'est l'opposé de l'administration qui me met toujours mal à l'aise. On n'a pas à se justifier à tout instant. On vient, on part, on n'a pas besoin de prendre rendez-vous pour rencontrer les animateurs. Je fais la manche. J'arrive à collecter environ 7 euros par jour. Depuis quelques mois la Boutique m'a trouvé un appartement. Je continue à venir prendre mes repas et communiquer avec les uns et les autres. »

Nathalie et Florent, qui ont accepté de témoigner sont très représentatifs

de la population fréquentant les Boutiques Solidarité, comme le montre l'enquête flash réalisée récemment pour mieux connaître les personnes accueillies et mieux répondre à leurs attentes. 95 % vivent seuls, sans famille et apprécient de pouvoir échanger, faire des rencontres dans un cadre convivial. 80,5 % sont de sexe masculin, 19,5 % de sexe féminin. 60 % ont entre 26 et 50 ans, 20 % plus de 51 ans, 16 % entre 18 et 25 ans, 4 % ont moins de 18 ans. Contrairement à des idées reçues, 80 % sont en situation régulière.

Sans logement

Seulement 25 % des enquêtés ont passé la nuit précédant leur dernière visite dans un logement, 34,4 % dans un squat, un bidonville, une voiture, dans la rue ou sous une tente. 40 % ont trouvé refuge dans une structure d'hébergement. Et, de nouveau, tout comme Nathalie et Florent, 60 % des ménages s'en sortent par le biais d'une association. Un quart environ des interviewés ne compose plus le 115, lassé de ne pas avoir de réponse. Et, seuls 0,4 % d'entre eux ont introduit un recours au Dalo par méconnaissance de leurs droits. Pour la majorité donc, le problème du logement et de la solitude est crucial. ■



Au Sénat : rencontre entre deux mondes

Le 3 juillet dernier, une centaine de résidents et d'accueillis, certains venus de l'île de La Réunion, ont rencontré une douzaine de sénateurs. Au préalable, des réunions d'échanges s'étaient déroulées pour connaître les attentes des intéressés. Tous souhaitaient voir aborder les questions du logement, de l'hébergement par le 115 et de l'accès aux droits : « *Il ne faut pas leur montrer qu'on a peur, faut foncer...* », « *Être obligé de se séparer de son enfant pour avoir un toit... ça ne devrait pas exister!...* », « *La musique du 115 elle tue même la nuit, tu l'entends dans ta tête...* » Ces quelques réflexions faites pendant les réunions préparatoires montrent le fossé existant entre le monde des précaires et celui des institutions. Autant de thèmes évoqués lors de la journée au Sénat ponctuée d'échanges, d'un déjeuner et d'une visite commentée du Palais du Luxembourg. Émus par les témoignages de leurs invités, certains sénateurs avaient du mal à retenir leurs larmes. Jean-Pierre Gilles, administrateur de la Fondation, a ouvert cette journée en citant Victor Hugo, alors sénateur, lors de son discours du 9 juillet 1849 à l'Assemblée législative : « *Je vous dénonce la misère, qui est le fléau d'une classe et le péril de toutes. Je vous dénonce la misère qui n'est pas seulement la souffrance de l'individu, qui est la ruine de la société.* »

Une réalité ignorée

Parcours du combattant pour accéder au logement, inadaptation du dispositif d'urgence, entraves dans l'accès aux soins, dédales administratifs, autant de témoignages qui, avec les mots du quotidien, ont rappelé les parlementaires à certaines réalités et « *décrit avec humilité et franchise, comment on peut connaître la désescalade* », a résumé Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation Abbé Pierre. Comme celle douloureuse des mères ou des pères contraints de se séparer de leurs enfants, beaucoup de centres d'hébergement n'étant pas prévus pour les familles. « *Deux sénateurs m'ont promis qu'ils allaient prendre des initiatives pour éviter ces drames* », a précisé Patrick Doutreligne. « *Il y aura un avant et un après cette rencontre entre ceux chargés de porter la voix des sans-voix et ceux qui vivent les situations* » a assuré Jean-Pierre Bel, président du Sénat, qui a accepté l'initiative de la Fondation après sa visite à la Pension de famille d'Alfortville, le 17 octobre 2013 à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère. ■

© DR



© Seb. Gaudfray

115, un numéro célèbre, pas comme les autres*

*115, un numéro célèbre, pas comme les autres
Un numéro de joie pour les uns, de déceptions pour les autres
Paris est fier de ses monuments, Paris est fier de son numéro
Des SDF explosent de joie après leurs appels
Des SDF maintiennent leur colère avec courage après leurs appels
Je sens leurs cœurs battre à fond avant chaque appel
Les uns se dirigent vers Montrouge, les autres vers Boulevard Ney
Les uns pleurent leur sort dans le froid de la nuit
Les autres trouvent refuge à l'hôpital Saint Louis
Je t'aime 115, malgré tes mauvaises nouvelles
Je t'aime 115, même si je fais partie de tes victimes
Je t'aime 115 ; malgré tes trois chiffres abîmés dans les cabines
Je t'aime 115, malgré ton inutilité pendant les mois d'été
Grâce à toi j'ai découvert les barquettes chaudes et les vestiaires
Sans toi, les cadavres feraient la une des médias courant l'hiver glacé
Sans toi, les démunis quitteraient par centaine la capitale
Les favorisés ont tort d'ignorer ton existence
Les favorisés ne découvriront jamais le mystère de tes trois chiffres
Les favorisés ne connaîtront jamais ton jardin secret
Tes SDF sont fiers de toi malgré ta fermeté
Tes SDF obéissent poliment à tes recommandations et tes consignes
Que Dieu te bénisse mon cher numéro adorable
Que Dieu protège Monsieur Emmanuelli qui t'a inventé
au service des misérables.*

* Poésie écrite et lue au Sénat
par Mohamed Elmziat, accueilli
à la Boutique Solidarité Paris-Bichat.



Des accueillis et leurs accompagnants des Boutiques Solidarité de l'île de La Réunion avant leur départ pour Paris.



La Réunion : cases réhabilitées

Sur l'île de La Réunion, la Fondation mène, dans le cirque de Mafate, des actions d'auto-réhabilitation et d'auto-construction avec l'expertise technique des compagnons bâtisseurs.

Dans ce site entièrement enclavé où vivent 2 000 habitants, de nombreux ménages, faute de moyens, vivent dans des cases dépourvues de tout confort.

Laos: solidarité étudiante

Afin d'améliorer les conditions de vie des Poussang, minorité du Nord du Laos, l'association humanitaire "Étudiants Bichat Solidarité", a construit 25 latrines dans le village de Saisamphan. Auparavant agriculteurs nomades, pratiquant la culture sur brûlis, ces villageois ont été contraints par les autorités à se sédentariser en plaines et vivent dans des conditions spartiates. 4 bénévoles de l'association ont passé un mois sur place pour mener ce chantier et initier les populations à l'hygiène. Ce programme, subventionné pour partie par la Fondation, s'inscrit dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU.

Comment faire face au nombre croissant de personnes mal logées et apporter de nouveaux moyens financiers aux associations qui les soutiennent ?

Solifap : l'épargne solidaire au secours des associations

La Fondation Abbé Pierre a répondu à cette question en créant sa filiale d'investissement solidaire, **Solifap**, le 27 janvier 2014. Elle a pour vocation de mettre à disposition pour les associations des investissements structurants dans une démarche d'accompagnement de projet social, en complémentarité aux subventions d'action de la Fondation. Depuis février 2014, **Solifap** s'est prononcée sur plusieurs engagements permettant :

» l'achat et la création de plusieurs logements très sociaux sur Paris et sur des territoires où les conditions de financement étaient insuffisantes pour assurer l'achat direct par les associations ;

» le développement et la pérennisation d'activités de 3 associations luttant contre le mal-logement par des apports directs et prêts financiers à moyen et long terme.

La société "Fondation Abbé Pierre Investissements Solidaires, **Solifap**" vise ainsi à mobiliser une nouvelle épargne dite "solidaire", par un actionnariat, personnes morales ou physiques, souhaitant la rejoindre pour donner un sens à leur épargne. Elle est agréée en qualité d'entreprise solidaire (article L.3332-17-1 du Code du travail).

Contacts: Geoffroy Malcor (gmalcor@solifap.fr) ou Patrick Briens (pbriens@solifap.fr) et par courrier, Fondation Abbé Pierre Investissements Solidaires, SOLIFAP 3/5 rue de Romainville, 75019 Paris. ■



L'association "Une Famille Un Toit 44" lutte contre l'habitat indigne (en haut), produit des logements très sociaux (en bas), accueille et accompagne des personnes à la rue.



■ «LE VRAI BÉNÉVOLAT DEVIENT RARE»

Après avoir travaillé au Cada (Centre d'hébergement pour demandeurs d'asile) de Nice, Joëlle Salvini (à gauche sur la photo) a profité de la signature d'une convention entre cette structure et la Fondation pour s'engager à ses côtés. «*J'essaie de concilier mon rôle de grand-mère et ma mission bénévole de soutien aux familles qui vivent sous des tentes, dans des*

bidonvilles ou en hôtels meublés. Je les accompagne dans toutes leurs démarches administratives, et notamment pour inscrire leurs enfants dans des établissements scolaires ou établir un dossier Dalo. Je coordonne ces actions en relation avec Fathi Bouaroua, directeur de l'Agence régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Fondation. Je regrette que la conjoncture économique oblige à se préoccuper avant tout de soi et que le vrai bénévolat se raréfie. Même dans mon entourage, pourtant informé, peu acceptent de s'engager. C'est pourtant essentiel d'accompagner celles et ceux mal armés pour vivre, voire survivre.»

■ Vers un logement pérenne

Après avoir acquis une grande demeure à Chevreuse (78), "Solidarités nouvelles pour le Logement" a entrepris de gros travaux pour la diviser en trois appartements de 65 m². «*Situé au cœur de la ville, ce bien est idéal pour permettre à des familles démunies de reprendre pied avant d'être relogées en Hlm*», explique le directeur de l'association. La rénovation s'est attachée à maîtriser les coûts énergétiques, tout en préservant le caractère de la maison et son environnement. Les ménages occupants paient, en fonction de leur situation, entre 80 et 200 € de loyer mensuel. «*Nous accom-*

pagnons ces familles dans leurs démarches, veillons à ce qu'elles apprennent à juguler leurs charges et s'intègrent dans cette commune qui favorise une réelle mixité sociale» assure le responsable du groupe local de la Vallée de Chevreuse. La Fondation a soutenu ce projet à hauteur de 49 000 €. ■



Les bénévoles devant la demeure avant restauration

■ RWANDA: AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DES ORPHELINS

Après le génocide de 1994, 450 000 enfants se sont retrouvés orphelins, devenant souvent chef de famille. C'est pourquoi, depuis 2004, en partenariat l'association L'APPEL France, en relation avec son alter égo rwandais, intervient en matière d'éducation, d'amélioration des conditions de vie et de santé dans la province du Nord. En dix ans, outre la construction d'écoles, de dispensaires, de réseaux d'eau, L'APPEL a réhabilité et bâti 111 maisons. Elle démarre un nouveau chantier pour loger décemment 80 personnes dont 60 enfants vulnérables, chantier financé à 30 % par la Fondation. Ces habitations en briques de terre ou en torchis sont attribuées en priorité aux enfants chef de famille, aux mamans veuves et aux ménages les plus pauvres. ■



Territoires

RHÔNE-ALPES

Les 35 parrains de l'association "Un toit c'est tout" de Saint-Etienne, financent les logements temporaires de familles menacées d'expulsion. Actuellement, elle héberge trois collégiens et leurs parents qui, en avril dernier, avaient été placés en détention après leur refus de droit d'asile. Au moment des faits, élèves et professeurs se sont mobilisés en faveur de ces adolescents et de leur famille.

NORD-PAS-DE-PALAIS

Le Groupe de Recherche d'Aide et d'Accès au Logement de Lille vient de mettre en place une structure d'informations pour prévenir les expulsions locatives. Pour les éviter, l'association signe une convention tripartite avec le bailleur, par laquelle elle s'engage à régler les loyers restant dus, à condition qu'il abandonne ses poursuites avec le locataire qui accepte de lui verser 15 % de ses revenus jusqu'à épurement des comptes et à tout mettre en œuvre pour sortir de cette situation.



un toit,

Jeunes sans logement

C'est en moyenne à **23 ans** que les jeunes Français quittent le domicile parental. Cette étape d'indépendance arrive de plus en plus tard; la crise économique et le marché de l'emploi les dissuadant de partir tôt.

La moitié des 18/34 ans vivent chez leurs parents.

Une part y est contrainte.

S'ajoute à cela une diversité géographique très forte en fonction des villes: à Paris, le prix des loyers rend l'autonomisation bien plus dure:

84% des 16-20 ans, 33% des 21-25 ans et 10% des 26-30 ans vivent chez les parents.

Jeunes : coûte que coûte

■ *Ils ont moins de trente ans. Les plus chanceux vivent chez leurs parents et peinent à prendre leur envol, les autres galèrent de mois en mois pour avoir un toit et vivre dignement. Certains basculent dans l'exclusion.*

■ **A**u moins 42 heures par semaine et 3 boulots menés de front. Voilà comment Cindy voit sa vie après l'été. Pour l'heure, elle savoure son plein temps de commise de cuisine dans une des crêperies du port de La Rochelle et sourit en pensant aux cartons qui l'attendent chez elle : « *Honnêtement, à 26 ans, j'aimerais avoir un seul boulot et un rythme normal. Mais ça n'est pas maintenant que je vais craquer. Je suis chez moi. J'ai eu tellement peur de finir à la rue...* »

Et pourtant, pendant près de deux ans, Cindy, logée par son ami, a vécu avec 1 200 euros par mois sans loyer à payer. « *C'était la belle vie et d'un seul coup, je me suis retrouvée sans rien. J'ai dû*

dormir près d'un mois dans ma voiture. » Elle frappe alors à toutes les portes, y compris à celles des accueils de jour : « *L'accueil de nuit, je n'ai pas pu. Le manque d'hygiène, la foule, c'était vraiment trop dur. On se retrouve au milieu de gens qui ont fini par baisser les bras et on se dit : "Et moi, combien de temps vais-je tenir?"* »

Policier providentiel

Vous êtes SDF? L'incrédulité du policier, lorsque Cindy a eu son accident, est bien ancrée dans sa mémoire. « *Je n'avais plus que mon véhicule et lorsque l'automobiliste m'a percutée, je suis sortie et j'ai crié : vous avez cassé ma maison!* » Le policier, stupéfait, la dirige vers l'assistante



© DREAP

sociale du commissariat qui lui indique le Comité local pour le logement autonome des jeunes (Cllaj). « *J'étais à bout. On m'a écoutée puis proposé un studio pour 10 jours, en urgence.*

■ **Cindy commence à remplir ses placards dans son nouveau logement.**



Étudiants pauvres

51% des lycéens ou étudiants en décohabitation vivent sous le seuil de pauvreté mais seuls **16%** d'entre eux considèrent leur situation comme difficile. Cette perception s'explique par leur espoir d'une vie plus agréable une fois qu'ils seront détenteurs d'un travail ou d'un diplôme.

Insee, juillet 2014

■ Même en cumulant leurs revenus, les jeunes couples peinent souvent à trouver un logement au loyer raisonnable.

Quand j'y suis entrée, la première chose que j'ai faite, c'est dormir. »

Avec un Bac +3 et sa maîtrise de langue des signes, Cindy pensait trouver plus facilement un emploi et un logement en province.

« Je suis arrivée en septembre 2011 à La Rochelle. J'avais justement évité Paris car le logement y était trop cher. »

Son poste d'animatrice, prévu sur 9 mois, sera finalement prolongé pendant un an et demi. Comme Cindy, 49,9% des salariés de moins de 25 ans sont en contrat précaire (CDD, intérim...). En 2010, selon l'Insee, seul un jeune sur deux disposait d'un emploi stable.

À La Rochelle, où le prix de location du m² ne cesse d'augmenter, la pénurie de logements accessibles exclut d'autant plus fortement les jeunes qu'ils sont déjà très fragilisés. Un "effet ciseaux" qui s'amplifie depuis dix ans. « Ceux qui vivent avec 250 euros par mois sont de plus en plus nombreux. Ils ont des contrats de 2 ou 3 heures de travail par semaine.

© Lyubisa Danilovic



© Seb / Godefroy

Le surendettement débute maintenant très tôt. Notre travail d'accompagnement vers l'insertion et le logement est de plus en plus délicat, confirme Elvina Marcouly, accompagnatrice au Cllaj. Comment accéder au logement autonome quand les

ressources sont si faibles? Les séjours en logement temporaire s'allongent tandis que les solutions se raréfient. « Il y a 10 ans, on trouvait des studios à 350 euros/mois, charges comprises. Aujourd'hui, à ce prix-là, on a le minimum, 10 m². Et encore, c'est difficile à trouver. Pour un logement Hlm, on attend environ 3 ans. »

Mission impossible

Chimène, 23 ans, travaille en CDD dans une maison de retraite à Lyon : « J'ai quitté Grenoble car je ne trouvais pas de travail. J'ai vécu plusieurs mois chez ma cousine, on était 5 dans un petit appartement. Je dormais dans le salon, mes affaires étaient

■ Au cœur de Bordeaux, la résidence "Le Levain" accueille les jeunes de un mois à deux ans dans un cadre agréable.

© Lyubisa Danilovic





Le Guide pour le logement des Jeunes

Inspiré par l'expérience d'une dizaine de jeunes en difficulté de logement, ce guide retrace leur parcours dans leur recherche de logement. On y trouve des réponses institutionnelles (Dalo, Garantie Universelle des Loyers...) mais aussi des pistes et des solutions issues de situations vécues. Ce fascicule de 60 pages est téléchargeable gratuitement sur le site internet de la Fondation et distribué dans les Agences de la Fondation ainsi que dans toutes les structures des partenaires (UNHA)/réseau Habitat jeunes, UNCLLAJ/ réseau CLLAJ, JOC et son réseau, FUAJ et son réseau Auberges de jeunesse, CRIJ de Bretagne et son réseau information jeunes, ANIMAFAC et son réseau associatif). Lire aussi page 15.

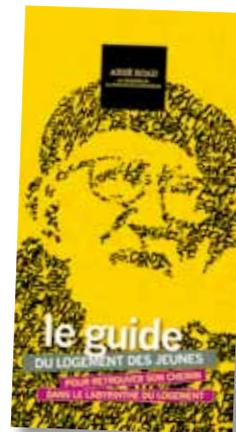
© Ljubisa Danilovic

dans la chambre des enfants. J'avais des horaires décalés et c'était vraiment dur, pour moi comme pour eux. C'est sûr, je ne voudrais pas revivre cette période. » Aujourd'hui, Chimène espère un CDI et vient de faire sa demande Hlm... En attendant, elle est

en colocation avec une fille et deux garçons, grâce au Cllaj. « *Le loyer n'est pas trop cher, j'économise pour après. Une fois chez moi, je commencerai une formation d'aide soignante.* » À La Rochelle, Romain et Lorène ont compris trop

tard ce qui leur arrivait : « *On s'endettait beaucoup trop vite, il fallait qu'on quitte cette maison.* » À nouveau, le jeune couple doit partir dans l'urgence. La première fois, c'était pour fuir le studio insalubre avant la naissance du bébé : « *On a dû chercher en dehors de La Rochelle et on a trouvé une maison de 80 m². 750 euros mensuels avec les charges.* » Romain laisse tomber sa formation de management en alternance et trouve un emploi à plein temps dans une grande surface : « *Je n'avais pas le choix, c'était trop cher.* » Pendant 3 ans, la demande Hlm ne donne rien, l'Aide personnalisée au logement (APL) reste bloquée pendant des mois et le couple se retrouve finalement en situation de surendettement.

■ Dans les résidences, les jeunes disposent d'espaces communs favorisant les rencontres.





© Sébastien Gaudry



Pétition contre le système des cautions et pour la Garantie universelle des loyers :

Depuis le lancement de la tournée Abbé Road (dont nous vous parlerons dans le prochain numéro), plus de 16 000 pétitions papier et 8 000 pétitions signées sur Internet ont été collectées par la Fondation Abbé Pierre qui ne manquera pas de les présenter au gouvernement très prochainement.

■ Carhaix, dans le Finistère, connue pour son festival "Les vieilles charrues", se préoccupe aussi du logement de ses jeunes.

« 60 % de mon salaire passait dans le loyer, travailler et voir qu'on n'arrive pas à boucler le mois, c'est très dur. On s'est dit qu'il fallait partir avant d'être complètement sous l'eau. »

Murielle, 23 ans, célibataire, est hôteesse d'accueil à Versailles en CDD depuis trois ans et gagne 600 euros : *« J'ai cherché un logement chez des particuliers, mais cela n'a rien donné puisqu'il faut avoir un CDI et un revenu représentant 3 fois le montant du loyer, ce que je n'ai pas. C'est vraiment difficile si on ne connaît personne pour se porter garant. Heureusement, l'ami de mon frère a bien voulu le faire pour mon logement actuel, mais il y a plein d'étudiants qui viennent de loin et qui n'ont personne sur qui compter. Cela fait 3 ans que j'attends une réponse des Hlm. Avec ma sœur, on s'entraide et on se remonte le moral. Je garde espoir mais c'est difficile. »* Retour à La Rochelle où

Romain et Lorène ont fait le tour des agences immobilières, cherché une solution auprès des amis et de la famille. Aucune piste n'a abouti. Quand ils entendent parler du Cllaj, ils n'hésitent pas : *« Il nous fallait juste un coup de pouce, un tremplin pour repartir. »*

Coup de pouce

Le Cllaj les aide à monter un dossier de surendettement, relance la demande Hlm et cherche à leur trouver une solution parmi les 66 logements de son parc locatif. *« Quand on nous a téléphoné 15 jours après pour nous dire qu'on avait un appartement, j'en ai pleuré »,* avoue Lorène qui sourit aujourd'hui dans le 54 m² avec balcon de la résidence sociale rochelaise. *« On peut rester là jusqu'à ce que notre demande Hlm aboutisse, ça nous enlève une pression*

■ Cette maman a trouvé un studio au "Zabrenn", inauguré l'an dernier à Quimperlé et accessible aux familles monoparentales.

énorme », reprend Lorène qui vient d'avoir son deuxième bébé. *« Ici, le loyer correspond à 25 % de notre budget ; je suis à 5 mn de mon travail. Nous avons enfin une vie de famille et pouvons penser à notre avenir »,* ajoute Romain. 33 % des jeunes sont demandeurs de personnes qui se portent garant*. Au-delà, c'est une majorité des Français qui en appellent à une action politique sur le niveau des loyers. D'après un sondage IPSOS-Fondation Abbé Pierre, 56 % des sondés souhaitent que





© Seb. Guedefroy

Interview

« Les jeunes sont parmi les premières victimes du mal-logement... »

Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, d'avril à août 2014.

l'encadrement des loyers, initialement prévu dans la loi ALUR, concerne « *un maximum de grandes villes* », 15 % qu'il concerne « *un nombre limité de grandes villes* » et seuls 18 % demandent qu'il « *soit développé le moins possible* » **.

* Étude Macif-OpinionWay Les jeunes et l'accès au logement réalisée en mai 2014 auprès d'un échantillon de 512 jeunes de 18 à 25 ans.

** Enquête réalisée du 5 au 6 septembre 2014 auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 à 75 ans de 957 personnes.



© Seb. Guedefroy

Comment favoriser l'accès au logement des jeunes ?

Le coût des logements est devenu prohibitif. C'est à ce problème que le Gouvernement s'est attaqué en s'attachant à réduire les normes de construction pour en réduire les coûts, à produire davantage de logements pour répondre à la demande dans les zones les plus tendues.

À travers le nouveau programme national pour le renouvellement urbain, nous nous donnons les moyens de remédier aux dysfonctionnements urbains majeurs dans certains quartiers, en diversifiant les catégories de logements proposés pour y retrouver davantage de mixité sociale et plus de fonctionnalité. À côté des logements, il faut pouvoir accueillir des locaux commerciaux et d'activité, des équipements de proximité.

Comment les aider durablement à se maintenir dans le logement ?

Il faut donner des garanties aux bailleurs sur le paiement du loyer, les propriétaires préférant louer à des ménages stables plutôt qu'à des jeunes qui resteront moins longtemps. Le

Premier ministre a donc décidé de recentrer la Garantie universelle des loyers prévue par la loi ALUR sur les jeunes pour répondre à cette difficulté.

Quelles pistes communes entre votre ministère, celui de l'Emploi et celui du Logement pour l'autonomie des jeunes ?

Nous développons notamment la garantie-jeunes qui tend à sécuriser et stabiliser la situation de ceux qui ne sont ni employés, ni en formation, ni en stage. Il s'agit d'engager une démarche construite d'accès à l'emploi pour des jeunes qui ne bénéficient pas d'un environnement familial et social favorable. 100 000 jeunes pourront y accéder d'ici 2017.

La garantie-jeunes permet l'accès à de premières expériences professionnelles : elle donne la possibilité de construire progressivement son projet professionnel en multipliant les périodes d'emploi ou de formation. Une allocation est versée en appui de cet accompagnement par la mission locale.

Ndlr : les propos de la ministre ont été recueillis fin juillet 2014.

Najat Vallaud-Belkacem



La précarité s'installe

Début août, le Premier ministre Manuel Valls annonçait une rentrée économique difficile et la nécessité pour tous de participer à l'effort collectif, « face à une croissance plus basse que prévu ». Difficile cependant pour une tranche de la population très éprouvée par la crise de se serrer davantage la ceinture.

Juguler la montée de la précarité, un pari rude alors que les difficultés économiques se multiplient. Certes, la dernière loi de Finances rectificative prévoit bien une réduction d'impôt en faveur des ménages modestes mais cette mesure a entraîné par ricochet le retard du versement de la prime pour l'emploi. Depuis le discours du Premier ministre annonçant des temps difficiles, Roselyne comme tant d'autres, courbe le dos. Aide-éducatrice à Dourdan, en banlieue parisienne, elle perçoit un salaire de 1230 € nets, et rogne déjà sur tout pour rembourser son crédit immobilier de 360 € par mois. Avec la fin de son prêt en janvier prochain, elle pensait voir le bout du tunnel. C'était sans compter sur de nouvelles charges, dont ses impôts sur le revenu de 330 €. « Je n'en payais pas depuis six ans et croyais être concernée par la mesure annoncée en faveur des ménages modestes. » Même surprise avec la taxe d'habitation, la taxe foncière et la facture d'électricité qui gonflent. « J'ai acheté ce petit appartement parce qu'après mon divorce, je ne trouvais rien

à louer dans le privé et que ma demande de logement social est restée lettre morte. » Roselyne s'inquiète aussi pour ses fils. L'un est apprenti dans un atelier de 4 personnes, l'autre manutentionnaire au Smic dans une petite usine de peinture. « La menace du chômage plane au-dessus de leur tête. Il suffirait de très peu pour qu'ils sombrent dans la précarité. » Des milliers de familles vivent dans cette crainte, avec l'impression que les petits ne pèsent guère dans la balance. Chômage en hausse, augmentation des charges liées au logement, des emplois précaires, autant de facteurs qui fragilisent toute une frange de la population qui vit déjà à la marge. « Ces gens de peu », tel que les désignait l'écrivain-sociologue Pierre Sansot, se battent quotidiennement pour survivre avec le sentiment d'être les grands oubliés de la société. Comment, dès lors, peut-on parler de rétablir la confiance ? Pour eux, des mesures d'urgence s'imposent afin que la pauvreté batte en retraite. Encore faut-il avoir la volonté de les prendre et se donner les moyens de les financer. C'est une priorité !

Clin d'œil

■ Le 28 avril dernier, alors que la Fondation annonce son opération Abbé Road, lors d'une conférence de presse à l'hôtel Rochester à Paris, lieu où les dons ont été déposés après l'Appel de l'abbé Pierre le 1^{er} février



Le bus Abbé Road devant l'hôtel Rochester à Paris

1954, un donateur lui a adressé un chèque sous enveloppe ainsi libellée : « À l'attention de "l'abbé Pierre" – Hôtel Rochester – Paris ». Un clin d'œil symbolique et sympathique. Si la Fondation peut continuer l'œuvre de l'Abbé, c'est grâce à vos nombreux dons. Pour information, vous pouvez continuer à nous soutenir :

- soit par internet, grâce à ce lien : <http://www.fondation-abbe-pierre.fr/contact/faire-un-don>

- soit par courrier, en écrivant à **Fondation Abbé Pierre / BP 300 / 75921 Paris Cedex 19**

Si vous avez besoin de contacter le service donateurs, vous pouvez le joindre par téléphone au 01 55 56 37 25, ou lui envoyer un mail à : service.fondateurs@fondation-abbe-pierre.fr ou un courrier classique à : **Fondation Abbé Pierre, Service donateurs, 3-5 rue de Romainville, 75019 Paris.**

Merci de votre soutien.

Belle reconnaissance

Ayant gagné mon procès contre mon propriétaire, véritable marchand de sommeil, je tiens à offrir à la Fondation le montant perçu. Je n'ai pas demandé des dommages et intérêts pour me venger mais pour faire payer ce scélérat au nom de ceux qui n'ont pas les moyens intellectuels, culturels et financiers de porter leur différend devant les tribunaux. Je pense aux plus petits que l'abbé Pierre a aidés toute sa vie.

■ Denis M., Saint-Denis ■

Fidèle à son fondateur, la Fondation Abbé Pierre dénonce ces pratiques indignes qui fragilisent plus encore la vie de celles et ceux qui n'ont bien souvent ni les moyens de se défendre ni les connaissances nécessaires pour le faire. Elle met tout en œuvre, notamment avec ses permanences d'accès aux droits, pour que cessent ces pratiques et pour accompagner

dans leurs démarches ces victimes. La Fondation tient à vous remercier chaleureusement pour ce geste encourageant et très utile.

Un guide pour les jeunes

Cet été, un de mes amis a trouvé un guide édité par vos soins, sur le logement des jeunes, dans le cadre d'un festival en Bretagne. J'aurais aimé me le procurer pour le partager avec des étudiants et des saisonniers de mon entourage. Puis-je encore l'avoir, si oui où et comment ?

■ Monique B., Limoges ■

Pendant l'opération Abbé Road, nous avons effectivement distribué, dans différentes manifestations estivales "Le Guide du logement des jeunes", réalisé à partir des idées de dix jeunes ayant connu des situations difficiles. Nous l'avons édité avec des partenaires traitant de cette question au quotidien. Il est toujours disponible, téléchargeable gratuitement sur notre site www.fondation-abbe-pierre.fr/.../abbé-road-le-guide-du-logement-des-jeunes. Vous y trouverez des réponses institutionnelles en termes d'accès et de maintien dans le logement, de droits et de devoirs mais aussi des pistes et des solutions développées par les jeunes pour faire face aux problèmes rencontrés.



Aidez-nous! Abonnez-vous

Oui, je décide de m'abonner

au journal trimestriel de la Fondation Abbé Pierre : **«et les autres?»**
4 € pour 4 numéros par an.

Pour connaître ses actions, ses enjeux et ses résultats.

Mme Mlle M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal :

e-mail :

Règlement : chèque bancaire chèque postal libellé à l'ordre de la Fondation Abbé Pierre.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de suppression et de rectification aux données personnelles vous concernant en vous adressant à notre fondation. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés ou organismes. Si vous ne le souhaitez pas, il vous suffit de nous écrire en nous indiquant vos nom, prénom, adresse (et si possible les références du message que vous avez reçu).



Dossier de location: frais en baisse

Bonne nouvelle pour le 1,5 million de personnes emménageant chaque année dans une location privée: un décret pris en application de la loi ALUR limite les frais de dossier locatif. Ils ne peuvent plus être supérieurs à 12 € du m² habitables dans les zones très tendues (Paris et la Petite Couronne), à 10 € dans les zones tendues, (grandes villes) et à 8 € ailleurs. En revanche, s'y ajoutent 3 € du m² pour l'état des lieux, prestation au préalable gratuite.

Demandes non satisfaites

Avant la rentrée parlementaire, le Collectif des Associations Unies a rappelé au Gouvernement ses grandes priorités:

- le dégel des aides au logement;
- des réponses dignes aux personnes hébergées l'hiver;
- une loi de programmation de logements à vocation très sociale;
- une vraie politique de prévention des expulsions locatives.

Malgré ses interpellations répétées, le Collectif n'a reçu aucune réponse concrète.

Il s'inquiète donc de la situation des plus précaires alors que l'hiver s'annonce.



© DR

Facture énergétique: favoriser sa baisse

Présenté fin juillet, le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte a pour objectif de faire baisser la facture énergétique de l'État et des particuliers et de lutter contre le réchauffement climatique. Malheureusement, ce projet n'accorde aucune priorité à la rénovation des "passoires thermiques" occupées par les ménages précaires. On estime à 500 000 le nombre de rénovations thermiques annuelles à entreprendre. Un article impose, notamment, une obligation de rénovation énergétique lors de gros travaux, mais encore faut-il que l'incitation et les aides publiques aux travaux soient suffisantes. Et, si un chèque énergie est prévu pour aider les précaires, le projet n'évoque ni ses montants ni son financement. À suivre avec attention, donc.

ENCADREMENT ET GARANTIE UNIVERSELLE DES LOYERS: COUP DE FREIN

Inscrit dans la loi dite Duflot, du nom de l'ancienne ministre du Logement, l'encadrement des loyers ne sera appliqué qu'à Paris et expérimentalement. Le Premier ministre a justifié ce report par les difficultés de mise en œuvre estimant que les conditions techniques ne seront pas réunies avant des mois, voire des années. Un vrai coup dur pour les locataires, les plus modestes notamment. De même, la Garantie universelle des loyers (Gul) devrait être finalement limitée aux plus fragiles, les jeunes et les personnes précaires mais sans autres précisions. Il reste donc beaucoup d'incertitudes. Et ces restrictions marquent un net recul de la loi ALUR.



© AFP

Relance du Prêt à taux zéro



© Christophe Harguères

Pour favoriser l'accès à la propriété des ménages les plus modestes, les conditions d'attribution et les modalités des prêts à taux zéro sont revues à compter du 1^{er} octobre 2014 afin de rééquilibrer l'aide entre les différentes zones géographiques. Sont ainsi modifiés les plafonds de ressources, les quotités de prêt, les plafonds d'opération ainsi que les profils de remboursement. Ces nouvelles règles devraient permettre le renforcement de l'aide et l'augmentation du nombre de bénéficiaires.

Interview

«C'est dans la durée que l'on vérifie l'impact d'une loi.»

Depuis octobre 2010, Sabine Baïetto-Beysson est présidente de l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (Olap).

Quelle expertise l'Olap peut-il apporter aux observatoires régionaux ?

Le rôle de l'Olap est double : c'est un observatoire local pour l'Ile-de-France avec un rôle pilote et un appui méthodologique pour les autres observatoires. L'expérience de l'Olap s'est avérée



Sabine Baïetto-Beysson

très précieuse lors de l'expérimentation engagée en 2013 sur une vingtaine de sites. Il a proposé une méthodologie testée grandeur nature et a assuré la formation des équipes. Il a aussi joué un rôle de centre national de traitement, ce qui a permis de garantir la qualité des contrôles et des traitements.

Pour l'avenir, l'Olap continuera d'apporter son aide, mais son rôle d'accompagnement des observatoires locaux sera repris par l'Agence nationale pour l'information pour le logement (Anil).

Depuis un an, l'Olap publie de nouvelles statistiques sur la région Ile-de-France. Pourquoi ?

Il faut une échelle beaucoup plus fine. Nous avons donc retenu la valeur du loyer au m², selon le nombre de pièces (de 1 à 4 et plus), la période de construction et la localisation du bien. Cela fait vite des centaines de valeurs, mais c'est nécessaire

pour rendre compte de la diversité du parc locatif privé en Ile-de-France et des écarts de loyers qui y sont très marqués.

Nous sommes prudents : si on a seulement 5 % d'erreurs, c'est excellent sur le plan statistique, mais c'est

la situation de milliers de personnes qui est en cause. Nous avons donc complété nos enquêtes, multiplié les contrôles et les traitements pour augmenter la fiabilité.

Les loyers semblent amorcer une baisse à Paris. L'encadrement va-t-il la conforter ? Ne risque-t-il pas de freiner l'offre ?

Les loyers ne diminuent pas vraiment mais ils s'assagissent. Il est difficile d'anticiper les comportements, mais il est vraisemblable que le signal donné par la loi et son application vont contribuer à freiner les hausses.

Le risque d'une rétractation de l'offre est réel pour les logements dont la rentabilité devient insuffisante aux yeux des bailleurs. Pour les particuliers, le calcul est souvent complexe. Les facteurs psychologiques jouent aussi un rôle important et les effets immédiats seront sans doute limités. C'est dans la durée qu'on pourra réellement juger de l'impact de la loi. ■

Londres : accès pour les pauvres

Pour juguler la crise du logement dans la ville la plus peuplée d'Europe, les promoteurs britanniques ont l'obligation d'intégrer dans leurs programmes des logements à loyers modérés. Afin de contourner la loi, les immeubles les plus luxueux comportent deux entrées distinctes : une très visible pour les occupants aisés, l'autre dérobée baptisée "poor door", pour les locataires modestes. Une vraie ségrégation !



Rappel

Coédité par Actes Sud et la Fondation Abbé Pierre, "Un combat en héritage" raconte, illustrations inédites souvent à l'appui, ses presque vingt-cinq ans d'action inscrits dans la continuité du combat de l'abbé Pierre pour le logement. Paru en février dernier, pour le septième anniversaire de sa disparition, c'est un bel ouvrage à offrir à ses proches pour les fêtes. Une partie des bénéfices dégagés revient à la Fondation. "Un combat en héritage", Éditions Actes Sud, 253 pages, 22 €

Un code pour les droits au logement

Roland, bénévole à la gestion du patrimoine immobilier de la Fondation a offert un Code civil de 1804. Mis aux enchères à l'occasion du Congrès des Notaires de Lyon, sa vente a rapporté 900 €

■ Cartes de vœux solidaires

Chaque année, les Éditions du Partage proposent aux chefs d'entreprises et aux particuliers d'acheter des cartes de vœux imprimées ou virtuelles au bénéfice de la Fondation Abbé Pierre. Ces ventes génèrent des revenus pour financer les différents programmes de logement. Ainsi, les 275 000 cartes achetées en 2014 par 1770 entreprises, collectivités, associations et particuliers ont permis de recueillir 45 322 €. Le catalogue 2015, riche de 70 modèles, est d'ores et déjà disponible. Devis, personnalisation, échantillons, etc. tout est possible. Renseignements au 04 42 16 38 90 ou sur le site : www.cartesvoeux-fondationabbepierre.com



■ SFR DOUBLE LA MISE

Depuis 2007, SFR Réunion soutient l'Agence régionale de la Fondation grâce à son programme "Garantie Carré Rouge Solidaire" qui permet aux clients de choisir la Fondation comme bénéficiaire de leurs points de fidélité. SFR s'engage ensuite à doubler la mise. Ainsi pour 500 points donnés, SFR en remet 1000. En 2014, 6 000 € ont été versés pour financer localement les actions en faveur des personnes défavorisées.



■ Les Foulées de l'immobilier

Pour la troisième année consécutive, les étudiants en master Management de l'Immobilier de l'université Paris-Dauphine organisent une course à pied de 10 km dans le Bois de Boulogne, au profit de la Fondation. « Il nous paraît symbolique que la Fondation soit associée à cet événement, c'est un rappel des enjeux qu'elle défend et une occasion pour les professionnels de prouver leur solidarité. Nous sommes heureux de ce partenariat qui réunit la communauté immobilière et comptons poursuivre ces rencontres », a précisé Denis Burckel, directeur du master. Cette année, quelque 800 coureurs ont pris le départ le 22 juin. Le

montant de leur inscription a permis de remettre à Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation, un chèque de 10 000 € pour soutenir les programmes d'aide au logement.





© DR



Il était une fois...

Agnès b. raconte l'abbé Pierre

■ J'avais 14 ans lorsque l'abbé Pierre a lancé son Appel. Quand je l'ai entendu à la radio lancer son cri de détresse et demander à tous les Français de l'aider, j'ai tout de suite eu envie de faire quelque chose à mon niveau... Quand il a parlé des bouteilles vides qu'il voulait récupérer, je me suis dit : « Ça, je peux faire ! »

« C'était, et c'est toujours
le mythe de mon enfance... »

À l'époque, j'habitais Versailles chez mes parents. Avec mes copains et copines de l'immeuble, on s'est mis à récupérer les bouteilles vides et à les laver à la fontaine alors qu'il faisait vraiment froid. Il fallait qu'on le fasse, sa parole nous avait vraiment motivés ! Je me souviens encore très bien de la double-page de Paris Match qui a suivi l'Appel. Elle est gravée dans ma

mémoire... Et c'est pour cela que, dans les années 90, lorsque le magazine Elle m'a demandé qui j'aimerais rencontrer, j'ai dit l'abbé Pierre, sans hésiter.

J'ai passé un long moment avec lui, j'ai discuté au moins deux heures en tête-à-tête. J'aimais sa main chaude, son sourire, sa force aussi. Après, je l'ai suivi pendant plusieurs ventes Emmaüs. Bien sûr, j'ai eu aussi l'occasion de le rencontrer à la Fondation Abbé Pierre dont je suis devenue l'une des marraines.

Avoir un toit, c'est primordial... J'ai une maison de famille, à Antibes. J'y ai une histoire, des racines, tout compte pour moi dans cette maison. Finalement, on appartient à un lieu, à une maison plus qu'elle ne vous appartient.

Le meilleur moyen de se sentir vivre, c'est quand on fait appel à vous. Il faut que nous ayons de l'empathie, il faut aimer les autres. Il faut que ceux qui le peuvent, aident ! Il y a tant à faire contre la misère ! ■